



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Adresse postale : chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas 75012

Paris

Courriel : convergence.rail@hotmail.fr

Tél. (Didier Le Reste, président) : 06 08 03 91 82

Site : <https://convergence-nationale-rail.fr/>

COMMUNIQUE

LE 29 OCTOBRE 2021 à MARSEILLE

USAGERS- CHEMINOTS

**AGISSONS ENSEMBLE CONTRE LA PRIVATISATION du SERVICE
PUBLIC FERROVIAIRE !!**

Le Président libéral de la Région PACA, en décidant de livrer au privé, à l'opérateur TRANSDEV, la ligne ferroviaire MARSEILLE-NICE, fait le choix de poursuivre le démantèlement du Service Public ! Fidèle soutien de la politique européenne de libéralisation, il a été sans surprise un zélé défenseur de la Loi LOM qui, avec la réforme du ferroviaire de 2018, a **consacré l'éclatement de la SNCF en 5 sociétés anonymes pour précisément préparer l'ouverture** à la concurrence. De quelle concurrence parle-t-on ? Celle qui consiste à transférer une des plus importantes lignes en matière de fréquentation, donc à faire un cadeau à un opérateur privé, dans un esprit de revanche sur la SNCF, sur les cheminots, sur le Service public !! Mais comme cela ne lui suffit pas, Renaud MUSELIER se fait un adepte fervent du « *quoiqu'il en coûte* » ! **L'argent public coule à flots** ! Un contrat qui rapportera à TRANSDEV 50 millions d'euros pendant 10 voire 12 ans, un atelier neuf de 270 millions d'euros, une première subvention de 10 millions d'euros avant même qu'un train ne circule... !! Voilà ce qu'un tenant de l'orthodoxie libérale appelle « *la concurrence libre et non faussée* » pour démontrer que le privé peut faire mieux que le service public ... avec de l'argent public !!

En procédant de la sorte, **Renaud MUSELIER participe à la « balkanisation » du réseau national** et rentre dans une logique mortifère qui exclue les complémentarités, les synergies, les mutualisations. Il s'éloigne donc d'une politique cohérente, coordonnée en matière de transport, pourtant indispensable pour réussir une véritable transition énergétique au centre de laquelle doit se trouver le rail public, à la condition que l'Etat engage un grand

et massif plan de financement pour moderniser le réseau et développer les activités de service public, répondant ainsi aux besoins croissants en matière de transport ferroviaire de qualité !!

Il est grand temps de sortir du dogmatisme libéral qui a déjà causé tant de dégâts dans nombre de Pays. Pour preuve, la faillite de ABELLIO, filiale des chemins de fer Néerlandais qui laisse en Allemagne 350 salariés sur le « *ballast* », la renationalisation au ROYAUME UNI de concessions voyageurs confiées au privé après avoir fait revenir dans le giron public la gestion des infrastructures ferroviaires !! On peut ajouter dans ce registre des échecs de l'ouverture à la concurrence, le fiasco des Cars MACRON, le scandale de l'ouverture à la concurrence du FRET SNCF en 2006, l'échec de la mise en concurrence par l'Etat des lignes ferroviaires NANTES-BORDEAUX et NANTES-LYON . . .

Outre qu'il faudra faire payer les surcoûts aux citoyens/usagers/ contribuables , Renaud MUSELIER entend faire payer aussi les cheminots comme il l'a toujours fait vis-à-vis de la SNCF en lui imposant la réduction des coûts , entraînant de fait une moindre qualité de service malgré la disponibilité , l'expertise , le professionnalisme des cheminots !

LA CNR, contrairement à d'autres associations d'usagers comme la FNAUT, continuera à s'opposer à l'ouverture à la concurrence des activités de Service public !! Celle-ci, prélude aux futures privatisations, s'est toujours globalement traduite par des régressions sociales, l'augmentation des tarifs, des surcoûts pour la collectivité ! **L'argent public** doit servir à répondre à l'intérêt général, à répondre aux besoins sociaux du plus grand nombre et non à des intérêts particuliers voire à rémunérer des actionnaires !!

LA CNR apporte son soutien à la journée d'action du 29 Octobre 2021 à MARSEILLE et invite ses adhérents, les usagers du Rail à se joindre aux mobilisations pour exiger d'autres choix plus conformes à leurs intérêts et au droit à la mobilité pour tous, dans le cadre d'un Service public de qualité !!

Paris le 22/10/2021